Campagne romande sur le surendettement

La campagne romande des Centres sociaux protestants est consacrée ce printemps 2019 au thème du surendettement. Avec quatre situations déclinées en affiches, vidéos, bannières web et spots cinéma.

L'adoption de la motion Hêche, le 4 mars 2019 à Berne, a porté sur le devant de la scène politique la question du surendettement des particuliers. Les Centres sociaux protestants saisissent cette occasion pour rappeler le lien étroit qui existe entre précarité et surendettement.

Les chiffres récoltés par l'organisation faîtière Dettes Conseils Suisse, dont sont membres les CSP, le montrent année après année : dans leur grande majorité, les ménages concernés ont été poussés vers le surendettement par un cumul de facteurs, parmi lesquels figurent en bonne place les accidents de vie et des revenus insuffisants. Il importe donc de renverser le paradigme de la responsabilité individuelle pour ouvrir la voie à des solutions d'assainissement favorables à la réinsertion socio-professionnelle des personnes surendettées.

En Suisse, contrairement à d'autres pays d'Europe, les mécanismes légaux font potentiellement du surendettement une condamnation à perpétuité. Partant du principe que la personne surendettée doit « payer », au sens moral comme au sens pécunier, les procédures existantes de désendettement (sans compter la faillite personnelle) sont financièrement hors de portée des ménages les plus précarisés. Ajoutez à cela les impôts courants qui viennent inéluctablement grossir les dettes des personnes saisies, et vous aurez une partie des ingrédients d'une situation désespérée.

Les CSP saluent les réflexions en cours sur le plan fédéral, pour autant que les solutions retenues constitueront une authentique avancée pour les personnes surendettées les plus pauvres. Cela suppose certes un choix pertinent des instruments et des conditions de désendettement. Dans ce contexte, on ne saurait faire l'économie d'une réflexion plus large, notamment sur l'application de la Loi sur le crédit et l'adoption de mesures fiscales. Source : CSP.ch

En savoir plus